

Quel capitalisme pour l'Algérie : Eléments de réflexion sur une Expérience ,son devenir et ses perspectives

BOURAHLI Ahmed Toufik
Université d'Oum El Bouaghi

المُلخَص:

Résumé:

Au terme de cette analyse et de cette approche nous pouvons formuler un certain nombre de conclusions que nous présentons dans ce qui suit.

Au plan théorique d'abord une théorie de la transition ou des transitions reste à mener, à concevoir et à écrire.

C'est dans ce cadre que devra se situer une réelle refondation de l'Etat et qui ne pourra être que pluridisciplinaire et multidimensionnelle.

Pour ce qui est de l'Algérie, nous avons pu montrer que l'échec de la mise en place des différentes réformes est dû à la nature des relations entre l'économie et le politique imposées par l'Etat rentier et néo patrimonial. C'est en définitif la nature de l'Etat et le poids du politique qui font obstacle aux changements.

Mots clés :Capitalisme - Transition à l'économie de marché - Gradualisme - Etat - Nature rentière et néo patrimoniale de l'Etat - Etat-Nation - Etat Providence.

ومن خلال هذا البحث تمكنا من استخلاص العديد من النتائج لعل أبرزها: تبين من الجانب النظري للدراسة أن نظريات التحول تبقى مجالا خصبا للبحث وللبناء المنهج للنظريات الواجبة التدوين.

وضمن هذا السياق، من الضروري القيام بعملية إعادة تأسيس الدولة بالاعتماد على الحقول المعرفية المتعددة. أما بالنسبة للجزائر تمكنت الدراسة من إثبات أن فشل الإصلاحات الاقتصادية راجع إلى طبيعة العلاقة الرابطة بين المجال السياسي والاقتصادي، التي فرضها نهج الدولة الريعية والأثرياء الجدد، وكنتيجة منطقية فإن الدولة والضغط السياسي يعتبران من العوامل المعرقة لعملية التحول.

الكلمات المفتاحية:الانتقال إلى اقتصاد السوق،بيق بونق، التدرج، الدولة، الدولة الريعية والأثرياء الجدد، الدولة القومية، دولة الرفاهية.

Cet article nous permettra d'intervenir sur différents aspects essentiels des processus de transition au capitalisme.

Nous abordons la question non pas par rapport à tel ou tel détail, mais en nous intéressant à l'ensemble du processus, son essence ou sa genèse et ses perspectives, sa globalité en somme. Mais également en nous penchant sur son évolution, sa pratique et ses différentes trajectoires et là notre réflexion se portera sur les spécificités de cette période.

Ces différents éléments seront d'abord appréhendés au plan théorique et général puis rapportés au cas spécifique de l'Algérie. Ce qui nous amènera à structurer notre contribution en deux parties essentielles.

La première traitera de généralités se rapportant à la transition au capitalisme et aux caractéristiques de celle-ci.

La deuxième partie sera consacrée à l'examen des spécificités de ce changement et de leur prise en charge aussi bien théorique qu'idéologique et politique au plan général d'abord et spécifiquement au processus mené en Algérie.

1-Généralités et caractéristiques de la transition :

Gilles DOSTALER dans l'une de ses nombreuses contributions (1) soulève un certain nombre de points d'ordre théorique et méthodologique d'une pertinence certaine par rapport à la notion de transition.

Il commence d'abord par souligner l'ambiguïté de celle-ci et qui renvoie en fait à une réalité extrêmement difficile à cerner et à définir précisément.

Elle est utilisée dans le domaine des sciences sociales comme dans celui des sciences naturelles, en philosophie et en épistémologie aussi bien qu'en art et en littérature.

Les dictionnaires modernes nous renvoient à un procédé rhétorique et définissent d'une façon générale la notion de transition comme le passage d'un état à un autre ou d'une situation à une autre.

Le passage peut être rapide et brutal, la transformation peut également être progressive.

De cette définition DOSTALER s'intéresse aux notions d'état et de situation en affirmant qu'en économie politique « la situation ou l'état désigne une certaine forme d'organisation sociale. Cela implique l'organisation de la production matérielle, de la distribution des échanges de la consommation, ainsi que la nature des institutions politiques, juridiques, sociales et idéologiques en cours.

Se réfèrent au marxisme et à sa théorie de l'histoire, aux concepts de mode de production et de formation sociale qu'il estime en évolution permanente l'auteur affirme ; « nous sommes toujours en transition parce que toujours des forces sociales se heurtent du fait d'intérêt contradictoire ».

Après avoir passé en revue ses différentes formes d'organisation sociale (esclavagisme, féodalisme, capitalisme) et les penseurs qui y ont sévi, l'auteur termine son article de façon éloquente ; « une chose est certaine : cette question est loin de se réduire à l'économie. C'est pourquoi d'ailleurs la pensée économique n'a jamais pu penser la transition non plus que le marxisme dans sa version économiste. La transition concerne la totalité des rapports entre les hommes ». Cette contribution et bien d'autres ont entraîné dans les années quatre-vingt un redéploiements importants de la recherche en sciences humaines et sociales. La remise en question des grands systèmes théoriques dominants jusqu'alors conduit à une diversification des recherches en de multiples champs disciplinaires indépendants conduisant à l'ouverture de nouveaux chantiers théoriques.

Des paradigmes nouveaux s'élaborent et des passerelles s'établissent entre les disciplines générant des débats aussi passionnants que pertinents.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'émergence de nouveaux champs théoriques et analytiques tels que l'économie de la transition ou la transitologie.

Pour l'économie de la transition, W. ANDREFF (2) en dit ceci ; « l'économie de la transition en tant que discipline d'enseignement économique s'est développée au lendemain de la disparition du système de type soviétique basé sur une économie

centralement planifiée. Sa particularité provient de l'héritage des économies centralement planifiées qui subsiste dans les économies en transition post économistes. La question centrale posée par cette matière est de savoir comment expliquer le processus de transformation d'un système en un autre. L'analyse des mécanismes économiques de cette transformation qui à présent comporte au moins deux phases distinctes est l'objet de l'économie de la transition ». La phase 1 : la fin des économies centralement planifiées et la phase 2 : La transformation d'un système économique en un autre.

Il est couramment souligné que la transition de l'économie centralement planifiée ou administrée au capitalisme est un phénomène unique dans l'histoire du monde et que « par la nature et l'ampleur qu'elle revêt la transformation du système économique des pays de l'Europe centrale et de l'Est représente une tâche et un effort sans précédent dans notre histoire économique.

Nul autre pays ne s'est jamais vu placé devant le défi de mettre fin à la baisse de l'activité économique et de corriger d'importants déséquilibres...tout en mettant en place un nouveau système économique, alors que les mécanismes et les institutions du marché ne sont pas développées qu'il faut restreindre l'intervention directe de l'Etat et employer des instruments d'action inconnus auparavant ». (3)

1-1-Economie à planification et gestion centralisée :

Pour décrire ces deux systèmes (planification et gestion centralisée et économie capitaliste), nous nous référons à un certain nombre d'auteurs spécialistes de la question que nous citerons dans notre bibliographie dont notamment (R. ERICSON 1991, W.ANDREEF 1993 et 2007, OLSON 1995, M.LAVIGNE (4) 1992, N.CAMPOS et F.CORRICELLI 2002, A.SMITH (5) 2006, sans oublier János KORNAI qui demeure une référence en la matière.

W.ANDREEF (6) propose la définition d'une économie socialiste sur la base d'un certain nombre de critères essentiels que nous présentons ci-dessous :

- 1- les entreprises industrielles et les banques sont la propriété de l'Etat.
- 2- L'activité économique est organisée selon la planification centralisée (y compris la collectivisation de l'agriculture)

- 3- La stratégie de développement repose sur l'industrialisation rapide avec la priorité donnée aux industries lourdes.
- 4- Le commerce extérieur avec les marchés capitalistes est volontairement restreint le plus gros volume des échanges s'effectuent entre les pays membres du conseil pour l'assistance économique mutuelle (CAEM) URSS et les pays d'Europe de l'Est.
- 5- Les investissements directs étrangers sont proscrits.
- 6- Le pouvoir politique est détenu totalement par un parti unique (communiste ou d'inspiration marxiste léniniste).

János KORNAI (7) quant à lui à travers une présentation très pédagogique propose un modèle comparatif entre les systèmes socialiste et capitaliste en se basant sur un certain nombre de critères fondamentaux qu'il désigne comme des attributs spécifiques. Puis il définit ces attributs comme « les caractéristiques communes d'une multitude de manifestations historiques et sont jugés significatifs pour influencer la réalité sociale, politique, économique et culturel d'un pays. D'ailleurs KORNAI représente les attributs spécifiques des deux systèmes dans le schéma ci après.

Les attributs sont subdivisés en cinq groupes d'éléments essentiels que sont, le pouvoir politique, la propriété privée, les moyens de coordination, le comportement des acteurs économiques et les caractéristiques de l'économie. Ces attributs et ses particularités de l'économie planifiée sont repris par la plupart des spécialistes de la question (ERICSON1991, ANDREEF1993, OLSON1995, COMPOS et CORICELLI2002, A.SMITH2006)

Par ailleurs, l'apparition du système socialiste n'a pas été le fruit de développements historiques objectifs. La structure économique se trouve ainsi totalement inféodée à l'autorité totalitaire empêchant ainsi toute référence à l'économie capitaliste.

L'économie planifiée à gestion centralisée a fait suite à la révolution bolchévique en 1917, a d'abord concerné l'URSS, puis s'est étendue aux pays satellites de l'URSS après la deuxième guerre mondiale et a duré jusqu'en 1989.

Actuellement Chine continue de pratiquer un système hybride ou coexistent en même temps des caractéristiques de l'économie

planifiée aux cotés de spécificités de l'économie capitaliste. Ceci à été réalisé dans le cadre des reformes décidées afin de faciliter le passage graduel au capitalisme.

Au terme de cet exposé sur l'économie planifiée et s'il faut tirer des enseignements et des conclusions, nous les ferons d'abord pour l'information véhiculée dans le cadre du système et qui en théorie doit être parfaite et adéquate afin de permettre en théorie une meilleure allocation des ressources pour une appréciation et une projection correcte des objectifs.

Il est de même accordé une attention particulière pour le contrôle des prix afin d'éviter toute tension inflationniste et aux ressources humaines par le biais d'un système de santé et d'un système éducatif en plus de la recherche du plein emploi. Des objectifs somme toute nobles, mais qu'en est-il de la réalité ?

Olson (8) attribue l'échec de l'économie planifiée au manque de fiabilité du système d'information primordiale pour la détermination des niveaux de consommation, d'investissement et d'allocation des ressources.

En définitif, les observateurs et les spécialistes de la question considèrent l'économie planifiée comme un système complexe et rigide induisant la stagnation. Héritage lourd oserions nous dire pour une organisation économique en transition vers le capitalisme que nous allons tenter de présenter.

1-2 –Transition au capitalisme:

Si nous nous référons aux fondamentaux et aux mécanismes de l'économie nous pouvons avancer que les difficultés de la transition sont nombreuses et majeures. Ce processus implique des ajustements qui nécessitent notamment une compression des dépenses publiques est ensuite du pouvoir d'achat. Aussi le premier problème n'est pas seulement de restaurer les grands équilibres macro-économiques ou financiers, mais encore de changer les structures de production et de répartition du revenu dans la société et enfin de transformer les mentalités héritées du passé ; ce que les spécialistes de la transition appelle « la path dependence ». L'ampleur de la tâche ne permet pas de projeter la transition dans le court et le moyen terme mais plutôt et raisonnablement dans le long terme.

La joie et les espoirs suscités par la chute du mur de Berlin et le retour de la démocratie et de la liberté en URSS et les pays de l'ex-bloc de l'Est font place à la déception face aux difficultés et des réalités quotidiennes extrêmement difficiles.

De nombreuses questions se posent : leurs compatibilités et leurs incertitudes sont d'autant plus grands que les sciences sociales ne présentent aucun modèle de la transition d'une économie centralement planifiée.

Vers le capitalisme, aucune expérience historique antérieure ne pouvant être prise en référence et donc servir d'indicateur pour mesurer le chemin accompli. Tout reste à créer et à concevoir et théoriser du concept à la pratique et au vécu.

2-Spécificités, pratique et évolution de la transition :

Chevance .B (9) considère la transformation post socialiste comme « une expérience historique unique de changement organisationnel institutionnel et systémique dans un grand nombre de pays. Cette expérience inachevée a constitué un défi considérable pour l'interprétation et l'orientation d'un processus extraordinaire et sans précédent de transformation économique et social ».

2-1 Spécificités de la transformation post socialiste

Lawrence King et Ivan Szelenyi (10) évoquent une pluralité de processus de transition au capitalisme et en citent trois :

- 1/ Le "capitalisme par le bas" en Chine, avec l'émergence d'un secteur marchand et privé à l'ombre de l'économie socialiste
- 2/ Le "capitalisme par le haut" en Russie : les élites de l'Etat et du Parti tentent la transformation de l'ancienne économie redistributive socialiste en suivant une sorte de feuille de route néo-libérale prônée par les institutions monétaires et financières internationales. Portant ce projet, l'ancienne nomenklatura tente de se transformer en une nouvelle "grande bourgeoisie" pour consacrer en fait une forme de capitalisme d'Etat.
- 3/ Le "capitalisme par l'extérieur" en Hongrie, par exemple, où les élites veulent transformer les économies socialistes en

suivant une feuille de route néo-libérale, comme dans la variante précédente mais cette fois-ci en s'appuyant plutôt sur l'investissement étranger et la coopération avec les firmes multinationales.

Pour ce qui est du rôle de l'Etat, les sociétés socialistes et communistes étaient en général des sociétés totalitaires et autoritaires où rien ne pouvait se faire sans l'accord de l'Etat. Les dynamiques induites et suscitées dans ce cadre sont tout aussi plurielles. En Chine par exemple, le déroulement du processus de transition apparaît comme le résultat d'une décision politique consécutive à la Révolution culturelle et se réalise grâce à de micro initiatives privées sous le contrôle de l'Etat.

En Europe de l'Est, une logique différente aboutit à un affolement du pouvoir politique et à une destruction des institutions qu'il portait. En fait, durant la transition, l'Etat apparaît comme la résultante d'une recomposition de la structure sociale où des élites constituées tentent de se reproduire.

Pour King et Szelenyi, les trois trajectoires de transition doivent théoriquement aboutir à trois formes d'organisation contrastées de l'économie :

- Le capitalisme par le bas produit en fait une forme "d'organisation capitaliste hybride" où, dans le cadre d'un système dual coexistent des firmes de petite taille inscrites dans les logiques d'une propriété domestique ou familiale, et de très grandes firmes qui appartiennent à l'Etat.
- Dans le "capitalisme par le haut", la tendance est aux relations de clientèle : les institutions redistributives de l'ancien système sont détruites et les activités économiques se situent entre, d'une part des relations marchandes que l'on tente de mettre en place, et des logiques redistributives persistantes.
- Dans le "capitalisme de l'extérieur", l'intégration au capitalisme mondial est forte. Il s'agit en fait d'un "capitalisme libéral", organisation où les institutions capitalistes peuvent être très développées.

2.2-Evolution et difficultés de la transition :

Les pays qui se sont engagés dans ce processus de transformation ont choisi différentes voies et ont connu des évolutions distinctes. Quant aux effets immédiats de la transition, ils sont à peu près les mêmes pour l'ensemble des pays. Ils ont été énumérés par CAMPOS et CORICELLI (11) dans ce qu'ils ont appelé les faits stylisés de la transition et dont les plus déterminants sont ceux qui suivent :

-Diminution appréciable et conséquence sur le niveau du bien être de la population.

-Pénurie de capital du à l'absence d'un marché du crédit et à la faiblesse des investissements directs étrangers(IDE).

-Inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail ce qui génère un chômage additionnel.

-L'effondrement du conseil d'assistance économique mutuelle(CAEM) et difficile réorientation du commerce vers les pays industrialisés.

-L'extinction et la disparition des structures socialistes n'ont pas été suivies par l'émergence d'institutions adéquates et nécessaires pour le bon fonctionnement de l'économie de marché.

La pratique du processus de transition ou de ce que Thomas KUHN(12) a désigné de paradigme standard de la transition a connu des trajectoires différentes et une grande diversité de réponses a été apportée par les économies en transition aux prescriptions et préconisations du PST.

2-3.Surprises, et perspectives de la transition :

Le changement de système a constitué un processus de transformation extraordinaire et de grande envergure qui a présenté au fur et à mesure de son évolution et de son déroulement des surprises diverses.

La première surprise et qui a été certainement la plus importante à nos yeux fut celle de ce qu'a traité Janos Kornai de la récession transformationnelle. L'effondrement de la production et donc de l'offre ont constitué une tendance générale dans tous les pays

en transition .L'effondrement industriel de l'Allemagne de l'Est a été remarquable et ce malgré un financement budgétaire considérable et prolongé e la part de l'Allemagne de l'Ouest.

La chute de la production a été à contre courant des convictions de l'analyse standard de la transition (PST) qui pensait que la libéralisation et la privatisation entraîneraient la réallocation des ressources et l'amélioration de l'efficacité productive.

Le deuxième aspect qui a pris de court les théoriciens du modèle standard de la transition a été le chômage transitionnel et qui en partie a été la conséquence de l'effondrement de la production.

Le troisième aspect a trait au transfert de la propriété et donc aux difficultés, retards et déviations du processus de privatisation. Pour Labaronne .D (13) « la remise des actifs au personnel ou au management des entreprises à des conditions privilégiées et la privatisation de masse basée sur la distribution quasi gratuite de coupons de privatisation à toute la population ont transféré des blocs de contrôle sur le capital de l'entreprise aux managers. Ces derniers ont eu aussi recours sans aucun scrupule à des comportements très actifs légaux ou illégaux pour assurer la survie de la firme et surtout pour s'enraciner dans leur position de pouvoir dans l'entreprise ». Stratégie qui a d'ailleurs été traitée « d'enracinement des managers ».

La quatrième et dernière surprise se rapporte à la croissance des paiements sans monnaie et du non paiement qui se révèle être le paradoxe de la transition vers l'économie de marché.

Une véritable économie de troc ou une démonétisation de l'économie s'est développée et des échanges sans monnaie frauduleux et parfois criminels ont pris une ampleur considérable notamment en Russie pour atteindre 70% du PIB en 1998 Les spécialistes de la transition ont présenté différents explications à cette tendance et nous citerons entre autres l'hyper inflation une politique monétaire restrictive contrainte budgétaire insuffisante ; défaillances institutionnelles diverses (secteur bancaire naissant et nouveau système fiscal). La démonétisation s'explique également pour certains auteurs par l'imperfection des marchés et l'inertie des relations inter industrielles et inter entreprises.

Nous arrivons au terme de notre réflexion et nous pouvons amener un certain nombre d'observations.

3-Référence au cas Algérien :

Par rapport à l'Algérie, le facteur déterminant d'entrave et d'obstruction dans le déroulement des trois processus transitionnels (économie rentière vers économie productive ; économie centralement planifiée vers économie de marché ; et système politique autoritaire et totalitaire vers régime démocratique) est d'abord politique. Ce qui confirme par ailleurs que l'échec de la mise en place des réformes est effectivement dû à la nature des relations entre l'économie et le politique imposées par l'Etat rentier et néo patrimonial. C'est en fait la nature de l'Etat et le poids du politique qui font obstacle aux changements.

Enfin nous restons convaincu que la "mère de toutes les batailles" reste la transition vers la démocratie qui entraînera une refondation du système politique qui induira une dynamique économique et sociale permettant les réformes nécessaires pour un changement de système. Ainsi, nous pouvons affirmer et soutenir, n'en déplaise à certains, que dans de telles circonstances, le politique devient déterminant en première et en dernière instance.

Néanmoins les processus de libéralisation, d'ouverture, de transition à l'économie de marché et à la démocratie restent des processus extrêmement fragiles, à l'issue aléatoire et incertaine. Les espoirs pouvant rapidement céder la place aux remises en cause et aux désillusions.

Abondant dans le même sens, János Kornai(14) affirme que :

« Chaque transformation est différente, toutes cependant comportent des éléments communs et nous ne pouvons véritablement comprendre les propriétés uniques de chaque pays que si nous le comparons aux autres. De ce point de vue, la transitologie n'a nullement achevé sa mission. Elle n'a à vrai dire même pas amorcé le travail de fond requis. Aussi ne me reste-t-il qu'à souhaiter que ce texte suscite une étude attentive de la masse des connaissances accumulées sur le sujet ».

Enfin, les problèmes que nous posons par rapport à l'Etat ne sont pas tant de savoir s'il faut plus ou moins d'Etat durant la transition

à l'économie de marché, mais de définir le type d'Etat que l'on veut construire et concevoir, renforcer et décomposer cette conception en éléments essentiels divers : système ou mode de gouvernance, administration, culture de citoyenneté.

Tout ceci reste également tributaire des perceptions que peuvent avoir les populations, de l'Etat, et ceci au regard des évolutions historiques, des expériences vécues parfois dans la douleur et l'exclusion.

Les systèmes et les modes de gouvernance ne peuvent se limiter à l'élaboration de textes législatifs, juridiques ou réglementaires. Il s'agira de concevoir des démarches et des schémas d'action et de réaction réciproque entre des pratiques existantes, des projets à mettre en place dans le cadre de réglementations autour desquelles peuvent se mobiliser les acteurs essentiels qui adhéreront ainsi à la gestion adéquate de la chose publique.

Par ailleurs, il faudra veiller à un dosage judicieux entre des modes de gouvernance traditionnels appréciés et jugés plus légitimes par les populations, et les différentes démarches importées qu'il faudra vulgariser, adapter aux différents contextes et ce pour bénéficier des bienfaits et des aspects positifs de la modernité. Tout ceci devrait se réaliser dans le cadre d'une intégration et d'une articulation entre le politique, l'économique et le culturel, et ce pour une réforme et même plus, une refondation de l'Etat.

Nous pensons qu'il ne peut plus être question d'occulter les mutations économiques et technologiques actuelles et leurs implications sur le devenir de l'Etat-Nation et de l'Etat Providence, comme nous l'avons précédemment développé. L'Etat en tant que concept et en tant que réalité est en train de subir de profondes mutations pour donner naissance à ce qui est désigné d'Etat post-moderne.

Dans le cadre de l'émergence de ce nouveau concept, sont développées diverses problématiques dont l'une des plus importantes est notamment l'œuvre de Jacques Chevallier (30) et où il s'agit de savoir s'il faut percevoir l'Etat post-moderne comme un modèle durable ou comme une transition vers une conception différente d'organisation politique rompant définitivement avec toute rationalité étatique. L'enjeu, avouons-le, est capital.

Par ailleurs, à l'aube de ce millénaire et en ce début de vingt et unième siècle, nous pensons que l'Algérie reste prisonnière d'au moins trois choses :

- 1- De son histoire précoloniale, coloniale et contemporaine (post indépendance) qu'il faudra bien un jour exorciser.
- 2- De sa géographie, et là nous rejoignons d'une part Daniel Pennac (écrivain français contemporain) quand il dit que « *écrire l'Histoire c'est foutre la pagaille dans la géographie* », et d'autre part François Mitterrand quand il écrit que « *l'Histoire passe par les mêmes chemins que la géographie* ».
- 3- De son économie rentière dans laquelle l'Etat rentier et néo patrimonial se contente de se reproduire uniquement et exclusivement au travers de ses fonctions redistributives.

La situation dans laquelle se retrouvent le système et l'Etat n'est plus tenable, le système est arrivé à ses limites et ne peut plus se reproduire en l'état. Dans un monde de plus en plus complexe où la crise est quasi permanente, la fuite en avant dans ces moments décisifs serait suicidaire.

Youcef Benabdallah (15) conclut son intervention par cinq (05) affirmations :

- 1- L'Algérie peine à sortir de la stabilisation économique en dépit de son excellente macroéconomie.
- 2- Absence des mécanismes de marché à cause de l'absence de mécanismes institutionnels garantissant le financement, la sécurisation des transactions, les droits de propriété
- 3- Difficulté d'émergence d'un consensus fondé sur le contrat pour remplacer un consensus construit autour de la rente ⇒ Persistance de l'Etat néo patrimonial.
- 4- En l'absence de mécanismes adéquats alternance, démocratie, bonne gouvernance, l'Etat restera encore l'objet de prédation.
- 5- Ce qui nous ramène encore à la problématique des années soixante-dix de transformation de la rente en développement ; ce qui pose également le problème et le sens de la transition dans un pays avec une rente importante.

CONCLUSION

Que conclure au moins provisoirement par rapport à un processus d'une telle ampleur qui a impliqué et concerné des centaines de millions d'êtres humains depuis plus de deux décennies.

La transition au capitalisme va se poursuivre dans un contexte marqué par une triple crise (crise économique et financière mondiale, crise de la mondialisation néo libérale, crise de la dette publique en Europe) et par des bouleversements politiques majeurs dans le monde arabe et en Afrique du nord.

Dans ce sens Kornai János a raison d'affirmer que « la grande transformation a pris fin en Europe Centrale et Orientale .Comment la transformation de la Chine et du Vietnam se poursuivra t-elle ?Que se passera t-il à Cuba ?

Comment la grande transformation va-t-elle s'opérer en Irak sous occupation militaire étrangère ? Et en Iran ? Et dans les pays musulmans ?

Chaque transformation est différente .toutes cependant comportent des éléments communs et nous ne pouvons véritablement comprendre les propriétés uniques de chaque pays que si nous le comparons aux autres .De ce point de vue, la transitologie n'a nullement achevé sa mission. Elle n'a à vrai dire même amorcé le travail de fond requis .Aussi ne me reste t-il qu'à souhaiter que ce texte suscite une étude attentive de la masse des connaissances accumulées sur le sujet ».

Point de vue pertinent et d'une actualité certaine.

Références bibliographiques

- 1-Dostaller Gilles (1983) : «Transition et pensée économique dans l'histoire» Article publié dans la revue cahiers de recherche sociologique vol 1 septembre 1983, Montréal département de sociologie UQAM numéro intitulé connaissance et société. PP19-35
- 2-ANDREFF Wladimir (2007) : « Economie de la transition ; la transformation des économies planifiées en économie de marché » édition BREAL page 11.

- 3-ZECCHINI Salvatore (1991) : Avant propos présenté dans OCDE 1991 page 07.
- 4- LAVIGNE Marie (1992) : « L'Europe de l'est du plan au marché » paris Editions LIRIS 191 p .
- 5- SMITH Alan (2006) : « THE Economy » Central and Sud Estern-European Economies Europa Regional Survey of the world , Central and Sud Eastern Europe 2006 6ème edition Routledge 2005 pp 1-25 .
- 6- ANDREFF Wladimir (1993): «Introduction: crise et transformation » et « chapitre 1 les fondements théoriques de l'économie socialiste » dans la crise des économies socialistes. La rupture d'un système Presses Universitaires de Grenoble pp.7-58.
- 7 -KORNAI Janos (2000) : "What the change of system from socialism to capitalism does and does not mean ; The journal of Economic perspectives vol 14 N° 1 pp 27-42 .
- 8- OLSON Mancur.Jr (1995): "Why the transition from communism as so difficult" Eastern Economic Journal Vol 21 N° 4 autumn 1995 pp 437-461 .
- 9-CHAVANCE Bernard (2004): "Les théories économiques à l'épreuve de la transformation post socialiste ; Texte publié ; dans MAXIME FOREST et Georges MINC (dir) ; post communisme :les sciences sociales à l'épreuve L'HARMATTAN 2004 .
- 10-KING Lawrence and SZELENYI (2005) : « Post communist Economic Systems" in Neil Smelser and Richard Swedberg (eds), Handbook of Economic Sociology, Princeton University Press, pp. 206-232 (second edition) Princeton
- 11- CAMPOS.N.F et CORICELLI F (2002): « Growth in transition :what we know ; what we don't and what we should » journal of economic literature V2.1 Le contenu des réformes initiées.
- 12-KUHN thomas (1970-1983) : « La structure des révolutions scientifiques » Trad fr 1983 de « The structure of Scientific Revolutions » (1970) PARIS FLAMMARION.
- 13-LABARONNE.D (1998) : Les lenteurs de la privatisation en EUROPE de l'EST : une conséquence de la stratégie d'enracinement des managers Revue d'Economie Politique 108 (5) pp 672-689.
- 14-KORNAI Janos2006 : « LA Grande transformation de l'Europe Centrale et Orientale : succès et désillusions » Article in Revue d'Etudes Comparées Est-Ouest Vol 37 2006 N°1.Institutions et démocratie les leçons de quinze années de transition. pp 13-65
- 15-BENABDALLAH Youcef, in Séminaire du CEPN CNRS, Université Paris 13, organisé avec MEDITER (CEPN-MSH – Paris Nord, 14 novembre 2008, "Economie politique de la transition dans une économie pétrolière, le cas de l'Algérie",